

AR Prefecture

082-248200107-20260616-2026_3341-DE
Reçu le 18/06/2026

2026_3341

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Communauté de Communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron
82140 Saint Antonin Noble Val - Mardi 16 juin 2026**

Le Conseil communautaire s'est réuni le mardi 16 juin de l'an deux mille vingt-six à 18h30, au nombre prescrit par le règlement, dans le lieu inhabituel de ses séances à Ginals, sous la présidence de Madame BIRS, Présidente de la Communauté de Communes

Date de la convocation : 9 juin 2026

Nombre de délégués en exercice : 32. Nombre de présents : 29 Nombre de votants : 32

Présents : Mesdames BAGES, BIRS, CARDONNEL, CAVAILLE, GINESTOUS, MIRAMOND, PAPADOPOULO, PHILIPPE, SOCCOL, SOLEILHET, VIDAILLAC ;

Messieurs BURG, COUSI, CROS, ESTRYPEAU, FERAL, GALAN, GAUTIER, HENRY, ICHES, LOMBARD, LOPINET, MARTY, PALACH, PETIT, RENAULT, ROMANO, SERVIERES, SOUDARIN.

Absents : Mme BOZONNET a donné procuration à M. RENAULT, M. ADAM a donné procuration à M. COUSI, M. GALLAND a donné procuration à Mme CAVAILLE, M. JALLET a donné procuration à Mme PAPADOPOULO,

Monsieur CROS Emmanuel a été élu secrétaire de la séance.

Ref. 2026_3341

Objet : URBANISME - délibération confirmant les objectifs et modalités de concertation préalable à la modification n°4 du PLUi (ANNULE ET REMPLACE la délibération 2026_3237 du 27 janvier 2026)

Élisabeth BIRS, Présidente de la Communauté de Communes, expose :

La délibération proposée a pour objectif d'annuler et de remplacer la délibération 2026_3237 du 27 janvier 2026 fixant les objectifs et modalités de la concertation de la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en faisant référence au nouvel arrêté pris par la Présidente le 01/06/2026 suite à l'entrée le 26 mai 2026 en vigueur des dispositions de la Loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement du 26 novembre 2025. Il s'agit d'une simple formalité, motivée par un double objectif d'allègement et de confortement juridique de la procédure.

Les objectifs et modalités de la concertation préalable avec le public dans le cadre de la modification n°4 du PLUi demeurent inchangées.

Il est proposé au conseil communautaire d'annuler et de remplacer la délibération du 27 janvier 2026 par la présente délibération.

Le conseil communautaire :

Entendu l'exposé de la Présidente ci-dessus ;

Vu l'article L121-15-1 du code de de l'environnement définissant le champ d'application de la concertation préalable pour les documents d'urbanisme soumis à évaluation environnementale ;

AR Prefecture

082-248200107-20260616-2026_3341-DE
Reçu le 18/06/2026

Vu les articles L103-1 à L103-7 du code de l'urbanisme relatifs à la concertation préalable obligatoire au titre de ce code ;

Vu l'arrêté de la Présidente en date du 01/06/2026 engageant la modification n°4 du PLUi ;

Vu la délibération 2026_3237 du 27 janvier 2026 fixant les objectifs et modalités de la concertation de la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) ;

Considérant l'intérêt pour la collectivité d'appliquer à la présente évolution du PLUi les dispositions de la Loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement du 26 novembre 2025 ;

Considérant l'intérêt d'associer le public aux évolutions du PLUi ;

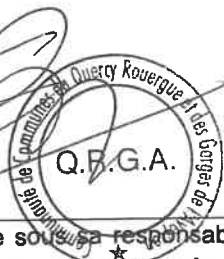
Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ANNULE ET REMPLACE la délibération 2026_3237 du 27 janvier 2026 par la présente délibération ;
- APPROUVE l'objectif poursuivi pour la concertation avec le public : « Compléter le dispositif de la participation publique (enquête publique ou participation du public par voie électronique), en recueillant en amont les observations et propositions »
- APPROUVE les modalités de concertation avec la population :
 - ouverture d'un espace d'information sur le site Internet de la CCQPGA et mise à disposition des documents d'étude finalisés sur cet espace ;
 - enregistrement et conservation des observations et propositions par le service urbanisme ;
 - transmission des observations au commissaire enquêteur lors de l'ouverture de l'enquête publique ou intégration du bilan de la concertation au dossier soumis à participation du public par voie électronique.
- AUTORISE Madame la Présidente ou son représentant à signer tout acte en conséquence de la présente.

Fait à Ginals
Le 16 juin 2026

La Présidente

Elisabeth BIRS



Le Secrétaire de séance

Emmanuel CROS



La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture et/ou de sa publication. Le Tribunal Administratif pourra être saisi par courrier ou par l'application informatique Télérecours accessible par le lien <http://www.telerecours.fr/>